

Déclaration liminaire au CSE du réseau France 3 du 25 janvier 2023

A l'heure des vœux, cette réunion du CSE illustre à merveille l'effet de saturation dont souffre le dialogue social dans notre entreprise.

A l'ordre du jour, pas moins de 5 points d'information/consultation et pas des moindres : le projet Tempo, le déploiement d'OpenMédia, Campus, le focus sur l'absentéisme dans le bilan social.

Pour que les élus puissent pleinement jouer leur rôle, il leur faut avoir lu les copieux documents d'information de la direction, les non moins copieux rapports des experts qu'ils ont mandatés. On comprend bien que c'est quasiment chose impossible.

Comment la direction imagine-t-elle pouvoir tenir en deux jours les débats inhérents à ces sujets particulièrement structurants, desquels découleront le sens que chacun met dans son travail, les conditions dans lesquelles il l'exerce, bref son épanouissement et sa bonne santé au travail.

Cette question prend toute sa dimension quand on réalise qu'il faudra travailler plus longtemps pour espérer jouir du repos bien mérité du travailleur.

Vieillir au travail en bonne santé est pourtant devenu une gageure, même à France Télévisions. En témoignent les nombreuses inaptitudes qu'a eues à connaître cette instance au cours des 4 dernières années ou l'absentéisme galopant que nous évoquerons au cours de cette réunion.

Il est plus que temps de sortir du syndrome de la réforme perpétuelle au sein de cette entreprise, qui place les salariés dans une instabilité permanente qui les use et met les élus en risque.

Si réforme il doit y avoir, c'est celle d'un changement de méthode radical, qui replace les salariés et leurs représentants au cœur du réacteur, qui les associe réellement aux grandes orientations et qui les respecte, dans leur intégrité physique et morale.

A la CGT, ce sont évidemment nos vœux, même si nous ne croyons plus depuis longtemps à la providence.

En revanche, nous croyons à la mobilisation et appelons les salariés à descendre dans la rue, le 31 janvier prochain pour défendre leur droit à la retraite en bonne santé.

Paris, le 25 janvier 2023